

JCall, une voix juive différente sur le conflit israélo-palestinien

Des personnalités juives européennes, au sein de JCall, veulent apporter une voix différente de celles des organisations juives traditionnelles sur le conflit israélo-palestinien

JCall, pour «European Jewish Call For Reason», a été présenté hier au Parlement européen. L'un de ses membres, Élie Barnavi, historien, ancien ambassadeur d'Israël en France, qui vit à Bruxelles, explique que JCall «a pris corps» au Centre communautaire laïque juif (CCLJ), à Bruxelles, et que «l'idée n'est pas de créer un second mouvement comme «La Paix maintenant». Nous voulons dépasser les clivages politiques, car nous pensons que nombreux sont les juifs européens modérés qui n'approuvent pas la politique du gouvernement israélien, qui n'est ni légitime ni raisonnable, mais plutôt suicidaire!»

Les auteurs du texte de JCall s'inquiètent de la situation de blocage au Proche-Orient et demandent l'intervention volontariste de l'Union européenne et des États-Unis, alors que «l'existence d'Israël est à nouveau en danger». Sans nier «la menace des ennemis extérieurs», ils soulignent aussi le «danger» lié à «l'occupation» et à «la poursuite ininterrompue des implantations en Cisjordanie et dans les quartiers arabes de Jérusalem-Est», qualifiées d'«erreur politique» et de «faute morale».

Parmi les signataires figurent Serge Blisko, député PS, Élie Chouraqui, cinéaste, Daniel Cohn-Bendit, député Vert européen, Boris Cyrulnik, psychiatre, Élisabeth de Fontenay, philosophe, Georges Kiejman, an-

cien ministre et avocat, Bernard-Henri Lévy, philosophe, Pierre Nora, historien, membre de l'Académie française, Élisabeth Roudinesco, psychanalyste, Maurice Szafran, PDG de *Marianne*.

JCall est, en Europe, la petite sœur de JStreet, un mouvement juif fondé par Jeremy Ben-Ami à Washington en 2008, proche du président Barack Obama.

L'appel de JCall crée un débat dans la communauté juive française.

«Nous essayons de définir ce que signifie être pro-Israël. Cela ne doit pas impliquer un alignement systématique sur la ligne du parti au pouvoir. Ni empêcher d'être critique à son encontre. Notre position n'est pas: Israël envers et contre tout», déclarait récemment Jeremy Ben-Ami. Une approche qui trouve de plus en plus d'écho chez les juifs américains. «Notre priorité absolue», confiait-il au *New York Times*,

c'est de faire tout ce qui est en notre pouvoir au Congrès pour soutenir la position d'Obama», qui a fait de la résolution du conflit israélo-palestinien, la priorité de son mandat.

JStreet reste encore très modeste au regard de l'*American Israel Public Affairs Committee* (Aipac), un important groupe d'intérêts que John Mearsheimer et Stephen Walt, deux politologues américains (1), qualifient «d'*agent d'un gouvernement étranger*» qui, selon eux, «maintient le Congrès sous pression»; aussi, ajoutent-ils «la politique américaine envers Israël n'y est pas débattue, alors que cette politique a des conséquences considérables pour le monde entier».

L'appel de JCall crée un débat dans la communauté juive française. Richard Prasquier, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) a déploré des «formulations pas acceptables dans ce texte».

AGNÈS ROTIVEL

(1) Auteurs du *Lobby pro-israélien et la Politique étrangère américaine*, Éd. La Découverte, 499 p., 20 €.